

DU BON USAGE DES LIVRES NOIRS...

*Le livre noir du communisme*¹ a suscité beaucoup de réactions polémiques, pour ne voir en lui qu'un simple brûlot «anticommuniste». Il est vrai que Stéphane Courtois, le maître d'œuvre de l'entreprise, n'a guère caché ses ambitions politiques : définitivement condamner le terme de «révolution». Courtois annonce clairement la couleur : « **le travail de deuil de l'idée de révolution telle qu'elle fut envisagée aux XIX^e et XX^e siècles, est loin d'être achevé.**»

Ce travail de deuil est certainement achevé pour Courtois, qui fut jadis **un petit chef ultrastalinien**, à une époque où le maoïsme présentait la contre-révolution mao-stalinienne comme une «révolution culturelle». Sans entrer dans la question de savoir qui sont les «révolutionnaires» que Courtois qualifie en bloc de «communistes», on peut s'interroger sur le sens politique de «son» livre : «Des groupes ouvertement révolutionnaires sont actifs et s'expriment en toute légalité (souligné par nous), traitant par le mépris la moindre réflexion critique sur crimes de leurs prédécesseurs et n'hésitant pas à réitérer les vieux discours justificateurs de Lénine, de Trotski ou de Mao.» («Introduction», p. 31). Le regret que les «révolutionnaires» puissent s'exprimer en «toute légalité», et être «actifs» n'est-ce pas un appel direct à la dénonciation, en assimilant tout ce qui «bouge» contre le système capitaliste dominant à du «communisme lénino-stalino-maoïste». Il est vrai qu'à l'époque les maoïstes étaient friants du style dénonciateur contre «les ennemis du peuple». Il doit en rester quelque chose chez Courtois.

Néanmoins, il serait faux de se contenter de réagir de façon impulsive face à un livre qui a joui de la propulsion médiatique. Il serait profondément injuste d'assimiler l'apport historique de certaines études du livre au message idéologique de Courtois. En fait on peut dire l'étude de Nicolas Werth à elle seule constitue l'énorme intérêt du livre, non seulement par ses découvertes dans les archives russes, l'étude de sources mal connues sur la terreur sous Lénine, mais aussi par sa rigueur historique et la remise en cause d'une vulgate «révolutionnaire» autour de la «révolution» d'Octobre 17.

Quels sont les apports essentiels du travail de Werth :

- montrer que la révolution de février à octobre 1917 était la conjonction de mélange détonant de plusieurs facteurs sociaux : le facteur paysan, le facteur national (nationalités de l'Empire) et le facteur ouvrier, tous ces facteurs menant à la chute de l'ancien régime tsariste, et de son succédané

libéral bourgeois. (Cette idée avait déjà été développée auparavant par Marc Ferro.)

- que les bolcheviks ont pris le pouvoir dans un processus de décomposition de la société tsariste, en allant momentanément dans le «sens des aspirations du plus grand nombre» (soldats las de la guerre, petits paysans voulant partager les terres, et ouvriers seuls aspirants à une véritable transformation révolutionnaire de la société, mais faibles [3 % de la population]).
- que le processus de la terreur, calqué sur le modèle de la terreur jacobine (révolution bourgeoise), se met en place très vite, dès décembre 1917 avec la création de la tchéka et d'une pléthore de Fouquier-Tinville (Dzerjinskij).
- que l'application de la terreur démarre avant même la guerre civile, et qu'elle se conjugue à partir de mars 1918 autant avec le renouveau d'un patriotisme national russe («*la patrie socialiste en danger*»). Très vite c'est la suppression de toute démocratie ouvrière : mise au pas des conseils; interdiction progressive des journaux d'opposition; arrestation de mencheviks et d'anarchistes (et même exécution de certains d'entre eux à Moscou en avril 18). Dès 1919, l'État russe bolchevik ne fait plus de différences entre «gardes blancs» et socialistes-révolutionnaires, anarchistes et mencheviks, même internationalistes.
- que l'envoi de détachements de bolcheviks dans les campagnes, pour obtenir par la force les céréales, conduit très tôt à une guerre civile contre la paysannerie, qui y répond par des jacqueries.
- qu'il y a répression brutale des grèves ouvrières dès le printemps 1918.
- qu'à partir de la «terreur rouge» – qui ne se distingue guère de la «terreur blanche» des contre-révolutionnaires, sauf pour les pogroms antisémites – l'État fusille sans jugement les opposants présumés, sur simple soupçon. La Terreur devient l'essence de l'État bolchevik. Zinoviev déclare en septembre 1918 :

Pour défaire nos ennemis, nous devons avoir notre propre terreur socialiste. Nous devons entraîner à nos côtés, disons 90 des 100 millions d'habitants de la Russie soviétique. Quant aux autres, nous n'avons rien à leur dire. Ils doivent être anéantis.

En deux mois, le nombre d'exécutions a dépassé de loin celles du tsarisme entre 1825 et 1917.

- que les camps de concentration sont développés et encouragés (ils existaient il est vrai depuis le début de la guerre). Il y aura 70.000 internés en 1918-19.
- que la tchéka deviendra un État dans l'État jusqu'à atteindre 200.000 hommes en 1921. Pendant la guerre civile, la «terreur rouge» est plus systématique et «scientifiquement» établie que la «terreur blanche» plus anarchique.
- que surtout, très tôt le «nouveau» régime pratique une féroce répression antiouvrière, au cœur même du prolétariat. En mars 1919 la tchéka prend d'assaut les usines Poutilov – symbole de la Révolution et des conseils ouvriers. 900 ouvriers sont arrêtés et 200 exécutés. Le même mois, à Astrakhan, la répression de la grève des ouvriers se traduit par l'exécution d'au moins 2.000 travailleurs. Le 12 février 1920, la *Pravda* écrivait (signe de «libéralisation» après la terreur ?) : «*La meilleure place pour un gréviste, ce moustique jaune et nuisible, c'est le camp de concentration!*».

Le travail de Werth présente en fait un immense intérêt historique et politique, en montrant que la répression antiouvrière, plus sanglante que le massacre des Communards en 1871 par la bourgeoisie, se met en place très vite. Son travail ne s'appuie pas seulement sur des témoignages de l'époque de tous bords et la lecture de la presse; mais aussi sur les archives russes (CRCEDHC, Moscou) qui ont été ouvertes depuis 1989. La répression ne touche pas seulement la paysannerie (révoltes de Tambov en 1920, puis jacqueries de 1921), puis les forces des armées blanches (massacres massifs en Crimée), mais en premier lieu la classe ouvrière. Avant les années 30 et les années du Goulag, cette dernière connaît dès la fin de 1920 la militarisation du travail. Le goulag est déjà théorisé dès cette époque avant de connaître son développement exponentiel dans les années 30.

On comprend que Werth établisse une continuité entre le régime bolchevik, conduit par Lénine, Trotsky, Boukharine et Zinoviev, et le régime de stalinien. Il n'y a pas une différence de qualité, mais de quantité dans la transformation de la Russie en camp de travail et camp de concentration.

Une question qui se pose alors directement : y eut-il vraiment une révolution ouvrière à partir d'Octobre 17 ? Les bolcheviks ont-ils mis en place un régime dit «communiste» favorable aux ouvriers ou simplement un régime de capitalisme d'État s'appuyant sur la répression anti-ouvrière et antipaysanne ? Finalement l'État bolchevik – au même titre que la contre-révolution blanche – ne s'insère pas dans la contre-révolution chargée de liquider les instruments révolutionnaires du prolétariat : les conseils ouvriers ? Finalement le titre qui

aurait le mieux convenu au livre de Courtois, qui n'a de valeur scientifique que par le travail de Werth, aurait été «**le livre noir du capitalisme d'État**».

Certains nostalgiques du temps heureux où l'on traçait une muraille de Chine entre «capitalisme» et «communisme» pour mieux chanter les louanges de ce dernier – ont voulu écrire *Le livre noir du capitalisme*, préfacé par Gilbert Perrault.² L'idée est certes excellente. Et l'on ne répétera jamais assez, depuis que Marx a décrit dans les premiers chapitres du *Capital* l'«accumulation primitive», sur quels flots de sang, de massacres de populations entières, de misère indicible, de guerres d'opium et de famines provoquées le capitalisme s'est bâti. Le livre rappelle le tragique anéantissement des populations amérindiennes par la colonisation espagnole, portugaise et anglaise. Il rappelle la traite des noirs d'Afrique et la véritable saignée entraînée par la traite du « bois d'ébène » pour le plus grand profit des bourgeois négriers. Claude Willard fait un travail de mémoire utile sur le massacre des Communards par la bourgeoisie. Le pamphlétaire Jean Ziegler rappelle aussi qu'aujourd'hui « **les banquiers suisses tuent sans mitrailleuse** » dans les pays du tiers monde. L'éditeur donne in fine une liste impressionnante des victimes du capitalisme au XX^e siècle dans toutes les guerres : civiles, nationales, coloniales et mondiales.

Malheureusement, l'ouvrage pêche par une faiblesse et une hâte d'écriture, et sa parcellarisation en de multiples petites facettes, sans véritable plan d'ensemble. Mais, surtout, comme pour le *Livre noir du communisme*, le projet est vicié par l'idéologie qui veut faire passer pour du «communisme» ce qui est du capitalisme d'État. L'éditeur nous prévient d'ailleurs : « Ne sont pas citées, au nombre des victimes du capitalisme, les victimes des répressions de masse dans les pays se réclamant du socialisme en URSS et en Chine notamment, ni celles du génocide cambodgien ». On relèvera que dans *Le livre noir du capitalisme*, le nazisme est pratiquement absent ou est considéré en trois pages comme une forme « paroxystique » du capitalisme, sans étudier les similitudes dans les résultats du capitalisme « libéral », « collectiviste » et « fasciste », dans l'holocauste de la deuxième guerre mondiale, et après celle-ci dans les guerres nationales et coloniales. On éprouve même une grande gêne parfois à lire certaines études. Un ancien dirigeant mao-stalinien du PCML (Parti communiste marxiste-léniniste), Jacques Jurquet (« Génocide anticommuniste en Indonésie »), parle d'abondance sur la répression horrible menée par l'État indonésien après 1965, écrasant ouvriers et paysans par milliers, au nom de la « lutte contre le communisme ». Mais Jurquet se garde bien de parler du massacre concomitant de centaines de milliers d'ouvriers et paysans chinois par le maoïsme, à l'époque où il était reçu officiellement par l'État chinois. Certains des auteurs ont dû mal à faire le « deuil » de leur passé stalinien et éludent le problème global de la définition du capitalisme en parlant des « répressions anticommunistes ».

Sous le titre du *Livre noir du capitalisme*, on aurait pu en fait réunir les deux livres, celui de Courtois et celui du «Temps des Cerises», en adjoignant les chapitres nécessaires sur le fascisme et le nazisme. On aurait pu ainsi faire le tour – si l'on peut dire – du capitalisme mondial au XX^e siècle, qui n'a jamais si bien correspondu à la définition de Marx, le définissant comme un système charriant par tous ses pores « le sang et la boue ».

Aujourd'hui encore, l'idéologie – et non la réflexion historique et théorique – domine. La sortie du livre de Courtois et son exploitation par les médias le montrent amplement. Tant que l'on confondra capitalisme d'État et socialisme, contre-révolution et révolution, les classes dominantes – quelle que soit leur couleur idéologique («capitaliste libérale», «socialiste», «communiste», «fasciste») pourront dormir sur leurs deux oreilles, ou plutôt sur leurs sacro-saints profits. En véhiculant sans répit l'idée d'une opposition entre prétendu «communisme» et «capitalisme libéral», les possédants sont certains que les barreaux idéologiques dans la tête des exploités sont bien plus sûrs que les barreaux de n'importe quelle prison.

Ph. Bourrinet, 1999 (revu en 2012).

1. Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paczkowski, Karel Bartosek, Jean-Louis Margolin, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Robert Laffont, Paris, novembre 1997.

2. *Le livre noir du capitalisme*, « Le temps des cerises », juillet 1998. Adresse : Le Temps des Cerises, 6, avenue Edouard-Vaillant, 93500 Pantin.